



Intitulé de poste et classe :	Interprètes de terrain indépendants # dioula (G-7)
Avis de vacance de poste n° :	2010FE-RE
Date limite de dépôt des candidatures :	31.12.2012
Unité administrative :	Greffe et/ou Bureau du Procureur
Lieu d'affectation :	Divers
Type et durée de l'engagement :	Emploi de courte durée
N° de poste :	
Salaire annuel minimum net (taux applicable \$ aux fonctionnaires sans charge de famille) (DOLLAR) :	

Durée de l'engagement

Durée variable. (Contrats individuels de travailleur indépendant)

[Une liste de réserve de candidats qualifiés pour des contrats à durée déterminée s'agissant des postes permanents ou des contrats d'assistance temporaire pourra être établie pour ce profil à la suite de ce processus de sélection.]

Fonctions et responsabilités

Les interprètes de terrain travaillent pour la Section de traduction et d'interprétation de la Cour au Greffe et/ou pour l'Unité des services linguistiques du Bureau du Procureur. Les candidats retenus devront : a) assurer des services d'interprétation consécutive en mission ; b) se préparer de manière approfondie aux tâches précitées ; c) respecter la terminologie consacrée ainsi que les usages internes et identifier les nouveaux termes ; d) effectuer, le cas échéant, des traductions élémentaires pendant les missions ; e) participer aux programmes périodiques de formation afin de perfectionner leurs aptitudes à l'interprétation ; et f) s'acquitter de tout autre service de nature linguistique que pourraient leur confier les responsables des deux entités susvisées de la Cour.

Qualifications Essentielles

Les candidats retenus devront : a) être aptes à travailler au sein d'une équipe ; b) faire preuve de souplesse et d'initiative et être disposés à acquérir de nouvelles compétences ; c) avoir une bonne connaissance des logiciels pertinents, notamment des programmes de traitement de texte ; d) être disponibles, parfois à brèves échéances. Il est par ailleurs souhaitable, mais non indispensable, qu'ils : a) soient titulaires d'un diplôme universitaire en interprétation, en traduction, en linguistique, en droit ou dans tout autre discipline pertinente ; et b) disposent d'une expérience pertinente officiellement reconnue en interprétation, de préférence au sein d'une organisation internationale.

CONNAISSANCES LINGUISTIQUES

Un excellent niveau à l'oral en dioula(*), ainsi qu'en anglais et/ou en français est exigé. Une connaissance pratique de l'une des autres langues officielles de la Cour est souhaitable. Les candidats présélectionnés seront invités à passer l'examen d'accréditation organisé par la CPI, lequel se compose pour l'essentiel d'un entretien et



d'un test d'interprétation. Cette accréditation est cependant sujette à l'obtention du certificat médical d'aptitude physique et de l'habilitation de sécurité. Les candidats retenus seront inscrits sur une liste de réserve. Ils ne devront néanmoins pas perdre de vue que, pour se voir confier une mission, leur profil devra correspondre aux objectifs poursuivis. S'ils sont aptes à être déployés sur le terrain, les interprètes seront engagés sur la base d'un contrat de travailleur indépendant pour la mission en question.

(*) Également appelé dioula véhiculaire, diula, djula, dy(o)ula, jula, jula kong, kong jula, tagboussikan et dioula commercial.

Informations générales

- Le candidat retenu sera soumis à la procédure d'habilitation de sécurité du personnel, conformément à la politique en vigueur à la CPI. Cette procédure consiste, entre autres, à s'assurer de l'exactitude des informations fournies dans le profil personnel et à procéder à une vérification du casier judiciaire.
- Les candidats peuvent vérifier l'état d'avancement du recrutement sur le site Web de la CPI.
- La préférence sera donnée aux ressortissants des États parties au Statut de Rome, ou à ceux des États qui ont signé le Statut et se sont engagés dans le processus de ratification, ou encore à ceux des États qui se sont engagés dans le processus d'adhésion. Néanmoins, les candidatures de ressortissants d'États non parties pourront également être prises en considération.
- Conformément aux dispositions du Statut de Rome, la Cour entend assurer une représentation équitable des hommes et des femmes pour tous les postes à pourvoir, une représentation des principaux systèmes juridiques du monde pour les postes de juristes, ainsi qu'une représentation géographique équitable pour les postes d'administrateurs.
- Les candidatures féminines sont particulièrement encouragées.
- Les fonctionnaires recrutés dans la catégorie des services généraux ne bénéficient pas des avantages accordés au personnel international.
- Pour les postes d'administrateur et d'agent des services généraux, la Cour se réserve le droit de ne procéder à aucun recrutement, ou de procéder à un recrutement à une classe inférieure ou sur la base d'un profil de poste modifié.
- La Cour pénale internationale est partie à l'accord sur la mobilité entre les organisations et souhaite accueillir, dans le cadre de détachements, des fonctionnaires d'autres organisations du régime commun des Nations Unies.